

Service territorial départemental Montbrisonnais
53 rue de la République
42600 MONTBRISON
Tél : 04 77 96 55 15
N° d'affaire : DC 24/135905
N° de dossier : 155-AV-2026-0128

**ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT
ACCORD DE VOIRIE**

Le Président du Département

VU la demande du 30/01/2026 par laquelle ENEDIS

demeurant :

UNITÉ RÉSEAU LYON MÉTROPOLE 24 QUAI GÉNÉRAL LECLERC 42120 LE COTEAU
représenté par :

CITEOS
CHEMIN DES FRERES LUMIERES 42110 FEURS

demande L'AUTORISATION POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX SUR LE DOMAINE PUBLIC

RD69 du PR 0+0000 au PR 0+0231 et RD44 du PR 40+0954 au PR 41+0060, commune(s) de SAINT-BONNET LE COURREAU

VU le Code de la voirie routière,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la loi 82-213 du 02/03/1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22/07/1982 et par la loi 83-8 du 07/01/1983,

VU le règlement de voirie départementale approuvé lors de la session de l'assemblée départementale du 16 juin 2014 et entré en vigueur par arrêté du Président du Conseil départemental de la Loire le 11 juillet 2014,

VU l'arrêté N°AR-2025-10-259 du 01 décembre 2025 du président du Département de la Loire donnant délégation de signature aux chefs de service territorial départemental et à leurs adjoints, dans le cadre de leurs attributions,

VU les lieux,

A R R È T E

ARTICLE 1 - AUTORISATION.

Le bénéficiaire (CITEOS pour le compte de ENEDIS) est autorisé, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande :

RD69 du PR 0+0000 au PR 0+0231 (SAINT-BONNET LE COURREAU) situés hors agglomération

- du 16/02/2026 au 16/03/2026, création d'un réseau de transport d'électricité sous l'accotement :
 - 1 artère(s) d'une longueur totale de 230 mètres

RD44 du PR 40+0954 au PR 41+0060 (SAINT-BONNET LE COURREAU) situés hors agglomération

- du 16/02/2026 au 16/03/2026, création d'un réseau de transport d'électricité sous l'accotement, sous la chaussée :
 - 1 artère(s) d'une longueur totale de 100 mètres
- du 16/02/2026 au 16/03/2026, installation de 2 Transformateur Implantation de Transformateur sur l'accotement sur une surface au sol de 100 m²

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Réalisation de tranchées sous chaussée

Le découpage des chaussées devra être exécuté à la scie à disque, à la roue tronçonneuse ou à la lame vibrante ou en cas de tranchées étroites, à la trancheuse ou par tout autre matériel performant.

Les tranchées transversales, lorsque le fonçage n'est pas obligatoire, seront réalisées par demi chaussée.

Au moins huit jours avant le commencement des travaux, le bénéficiaire soumettra au signataire du présent arrêté, ou à son représentant, les résultats de l'étude qu'il aura effectuée sur le matériau qu'il compte utiliser en remblai et la composition de l'atelier de compactage et sa capacité de travail avec le matériau à mettre en oeuvre (designation précise du matériel, des coefficients de rendement, des épaisseurs de couches, du nombre de passes par couche et de la vitesse de translation, volume maximal à mettre en oeuvre en un temps déterminé), étude qui s'imposera à lui.

Lors du remblayage des tranchées, la qualité des GNT ou GDNT de type 0/20 ou 0/31.5 devra répondre au code « b » pour la propreté selon la norme NF P 18-545 avec notamment une masse de bleu inférieure ou égale à 2,5 g/Kg avec une tolérance de 0,5 dans la fraction 0/2 mm.

Lors du remblayage de tranchées profondes avec matériaux de carrière ou recyclés équivalents (GD1-sol), la qualité des matériaux devra présenter une VBS inférieure à 0,1 gramme de bleu pour 100 g de sol.

Le remblayage de la tranchée ainsi réalisée, ainsi que la réfection définitive de la chaussée, seront réalisés conformément à la fiche technique "Fiche technique de remblayage de la tranchée sous chaussée - routes à trafic moyen" annexée au présent arrêté.

Un grillage avertisseur sera mis en place 0,30 mètre au dessus de la canalisation.

La génératrice supérieure de la conduite la plus haute sera placée à au moins 0,80 mètre au dessous du niveau supérieur de la chaussée.

Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

Si le marquage horizontal en rives ou en axe est endommagé, il devra être reconstitué à l'identique.

Dans le cas des routes en profil mixte, les tranchées doivent être réalisées dans la partie de la chaussée en déblai afin de ne pas déstabiliser le talus de remblai.

Réalisation de tranchées sous accotement ou sous trottoir

La tranchée sera réalisée à une distance minimale du bord de la chaussée au moins égale à sa profondeur.

S'il s'agit d'une tranchée sous trottoir, la génératrice supérieure de la conduite sera placée à 0,60 mètre au minimum au-dessous de niveau supérieur du trottoir.

S'il s'agit d'une tranchée sous accotement, cette distance sera au minimum de 0,70 mètre.

Les tranchées seront réalisées notamment à la trancheuse ou par tout matériel performant.

Le remblayage de la tranchée ainsi réalisée sera effectué conformément à la fiche technique "Fiche technique de remblayage de la tranchée sous trottoir ou sous accotement (1)" annexée au présent arrêté. Il sera réalisé dans les mêmes conditions que pour les chaussées toutes les fois que la distance entre le bord de la chaussée et le bord de la tranchée, sera en accord avec le signataire, inférieure à la profondeur de la tranchée.

Un grillage avertisseur sera mis en place à environ 0,30 mètre au-dessus de la canalisation.

Dans le cas d'accotement stabilisé un revêtement de surface devra être mis en place de manière identique à ce qui existait auparavant.

Dans le cas d'accotement engazonné, une couche de terre végétale sera mise en place et ensemencée après travaux.

Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge publique par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS SPÉCIALES

L'implantation des transformateurs devra se situer à une distance supérieur ou égale à 6m du bord de chaussée afin de ne pas engager la sécurité des usagers de la route, et de ne pas gêner la visibilité au niveau du carrefour du col de la traverse.

Et de ne pas gêner les opérations d'entretien routier.

ARTICLE 4 - SÉCURITÉ ET SIGNALISATION DE CHANTIER.

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément à l'arrêté de police, en application des dispositions du code de la route et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application :

- en agglomération la demande sera déposée auprès de la mairie de la commune concernée,
- hors agglomération, la demande sera faite auprès de service gestionnaire de la voie territorialement concernée.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour et de nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

ARTICLE 5

La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de 29 jour(s).

La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.

Les réseaux implantés devront faire l'objet d'une remise de plans de récolelement des canalisations ainsi que des schémas des ouvrages principaux exécutés sur la voie publique. Cette communication devra intervenir dans les trois mois de la mise en service du réseau à l'adresse du signataire du présent arrêté.

L'ouverture de chantier est fixée au 16/02/2026.

ARTICLE 6 - RESPONSABILITÉ.

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Responsabilité de l'ouvrage.

Le titulaire d'une autorisation reste responsable de ses ouvrages et des dommages que ceux-ci pourraient

provoquer au domaine public routier. À ce titre, il doit entretenir les ouvrages établis dans l'emprise des routes départementales, et les maintenir en bon état, conformément aux conditions déterminées dans cette autorisation.

L'inexécution de cette prescription entraîne le retrait de cette autorisation, indépendamment des mesures qui peuvent être prises contre le permissionnaire, notamment en matière de contraventions de voirie et d'obligation de suppression des ouvrages en cause.

Lorsque le département se trouve contraint de rappeler ses obligations à l'occupant, celui-ci doit remettre les lieux en état, dans le délai fixé par le département. Passé ce délai, et en cas d'inaction de l'occupant, il intervient -après mise en demeure- au frais exclusifs de l'occupant.

Responsabilité relative aux travaux de la tranchée.

Dans le délai de 2 ans à l'issue de la fin des travaux prononcés, s'il apparaît des désordres tels que des tassemens ou des bombements supérieurs à un centimètre en profil en travers de la voie, ou trois centimètres en profil en long (par rapport au niveau existant), une inspection commune est réalisée entre les services du Département et l'intervenant.

Dans l'éventualité où des désordres sont constatés et liés aux travaux réalisés par l'intervenant, ce dernier devra procéder à ses frais aux réparations nécessaires.

En cas de responsabilité de l'intervenant, le Département est alors fondé – après mise en demeure par lettre recommandé avec accusé réception, non suivie d'effet dans un délai de dix jours suivant la date de réception – à faire exécuter les travaux, au frais du missionnaire ou occupant de droit.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - VALIDITÉ ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRÊTÉ

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

À MONTBRISON, le 05 février 2026

Le Président,

Pour le Président et par délégation,
Le Chef du Service Territorial Départemental
Montbrisonnais



Rémy JACQUEMONT

DIFFUSION:

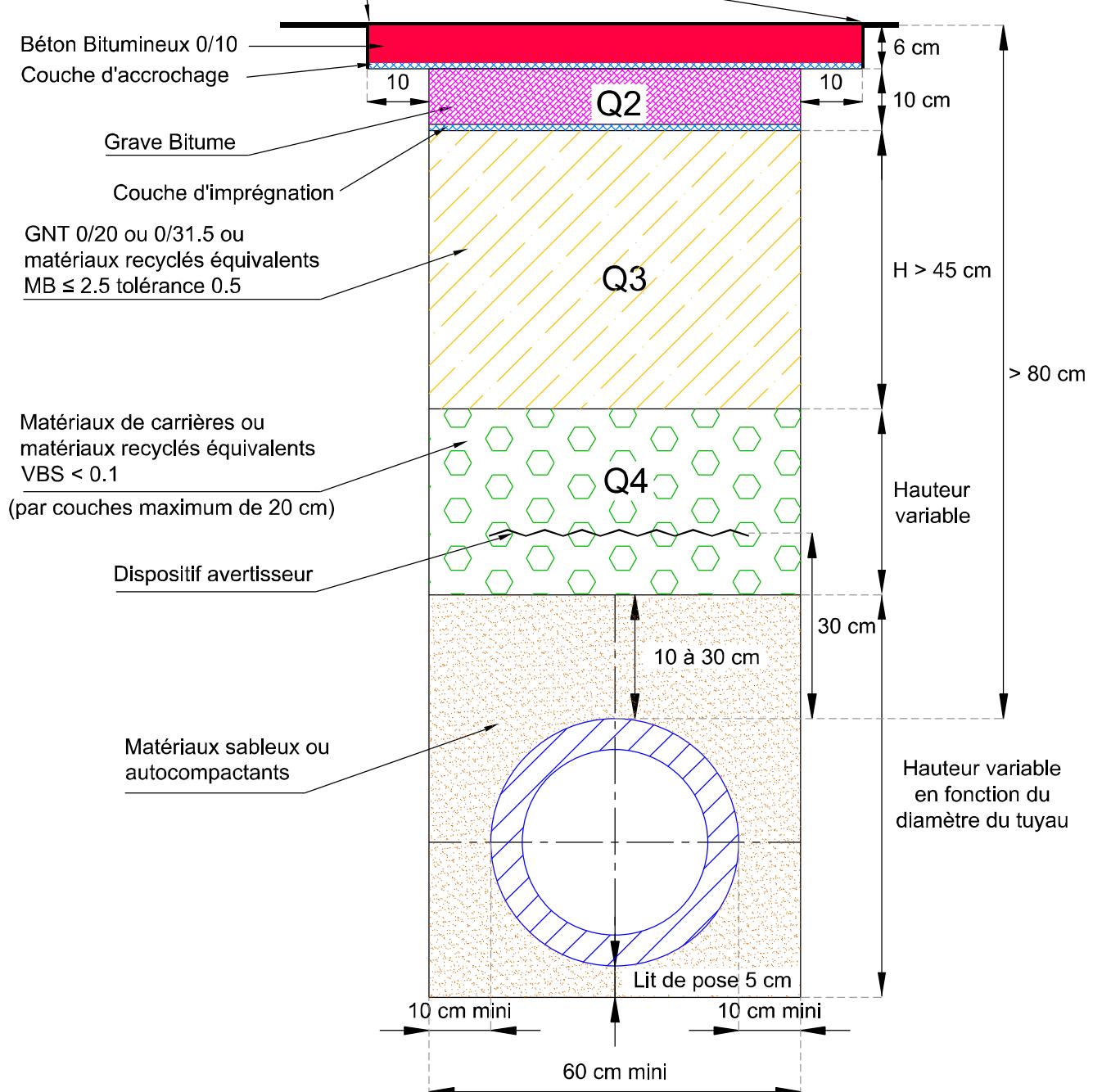
ENEDIS pour attribution
CITEOS pour attribution
Service territorial départemental Montbrisonnais pour attribution
La commune de SAINT-BONNET LE COURREAU pour information

Annexe(s) :

CD42_Fiche N°5 tranchée sous chaussée - tranchée sous chaussée - routes à trafic moyen
CD42_Fiche n°8 tranchée sous trottoir ou sous accotement (1)
CD42_Fiche n°10 Schéma d'implantation longitudinale préconisée et transversale préconisée
CD42_Fiche N°11 Schéma d'ouvrages longitudinaux à tête de sécurité pour les bus

FICHE TECHNIQUE DE REMBLAYAGE DE LA TRANCHEE SOUS CHAUSSEE ROUTES A TRAFIC MOYEN

Découpe préalable du bord de tranchée et collage des joints à l'émulsion de bitume
300g de bitume résiduel



Q2 = Qualité de compactage couches d'assises de chaussée

Q3 = Qualité de compactage couches de forme

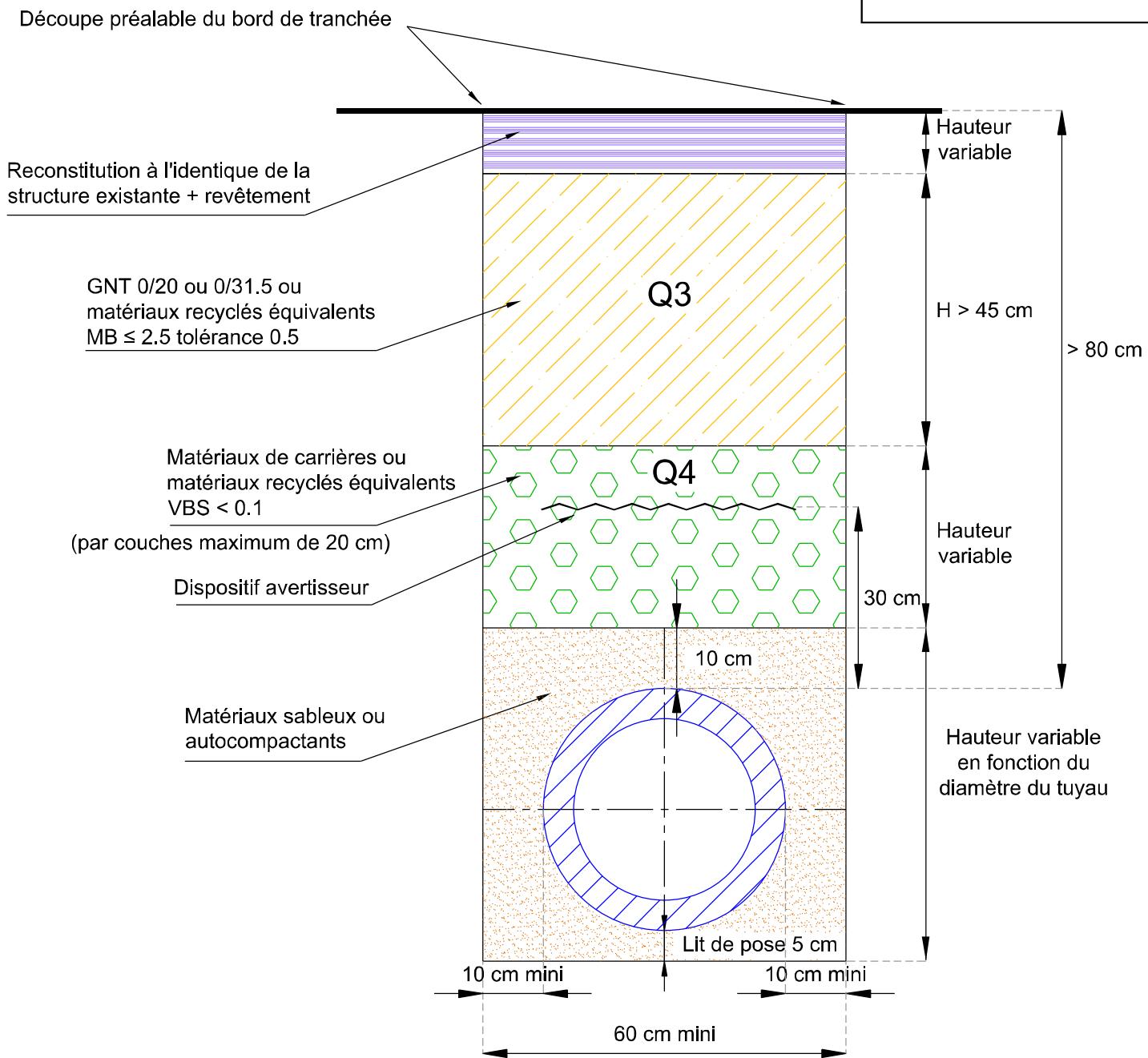
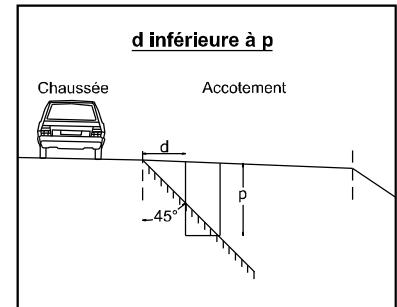
Q4 = Qualité de compactage remblais

Nota : Ces schémas sont donnés à titre indicatif. Le Département se réserve la possibilité d'adapter les dispositions techniques de remblayage de tranchées en fonction des particularités de l'opération ou de la chaussée existante. Les dispositions techniques seront précisées dans la permission de voirie que le Maître d'Ouvrage intervenant devra obtenir avant le démarrage des travaux.

Echelle : 1/10

FICHE TECHNIQUE DE REMBLAYAGE DE LA TRANCHEE SOUS TROTTOIR OU SOUS ACCOTEMENT

Tranchée dont la distance "d" du bord de chaussée est inférieure à la profondeur "p"

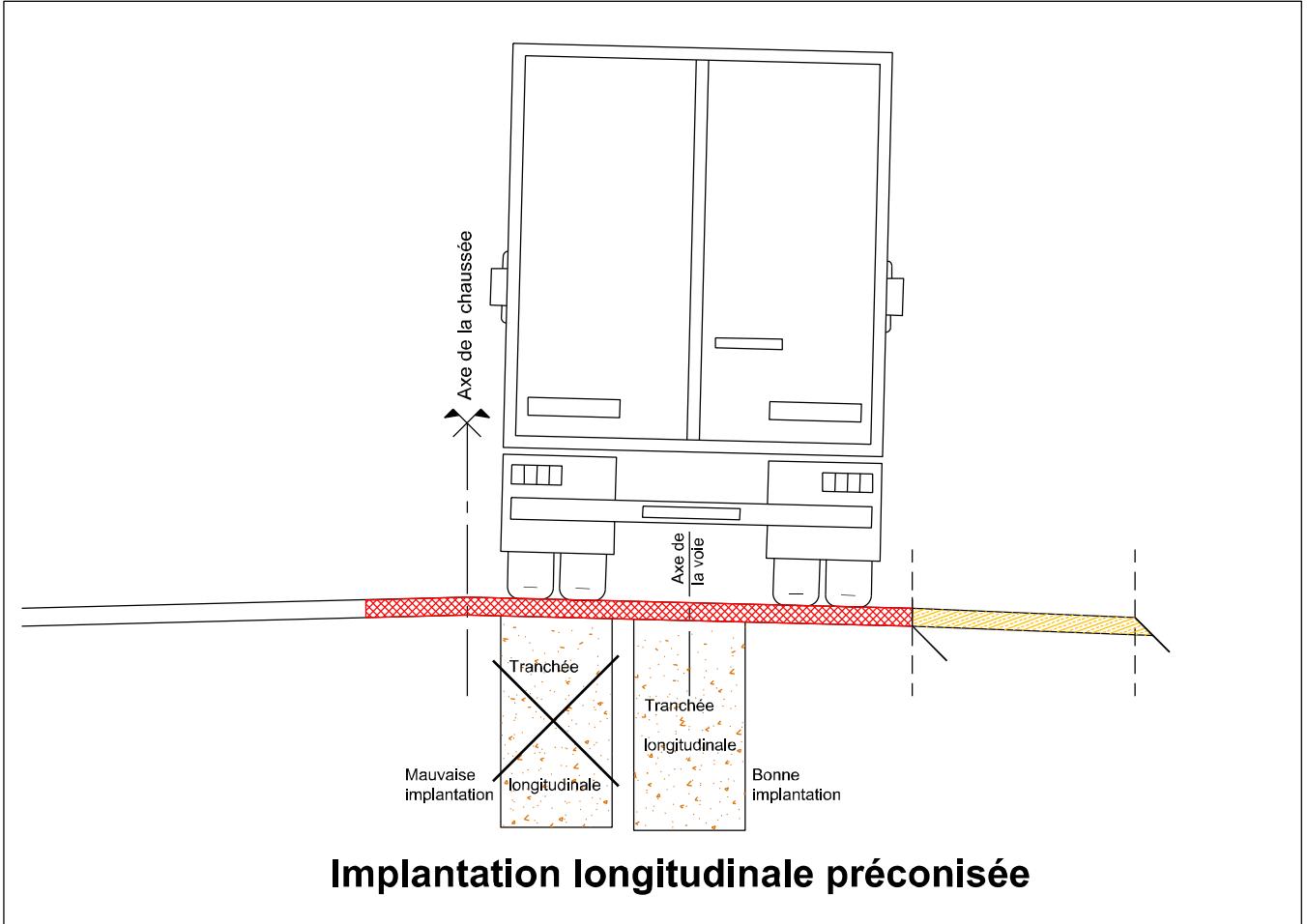


Q3 = Qualité de compactage couches de forme

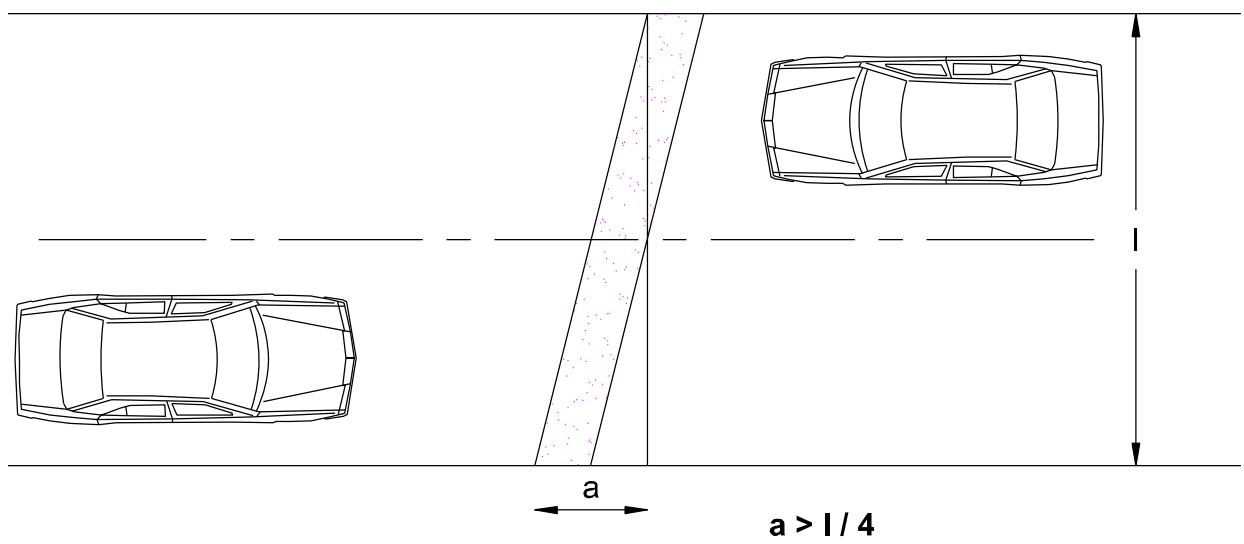
Q4 = Qualité de compactage remblais

Nota : Ces schémas sont donnés à titre indicatif. Le Département se réserve la possibilité d'adapter les dispositions techniques de remblayage de tranchées en fonction des particularités de l'opération ou de la chaussée existante. Les dispositions techniques seront précisées dans la permission de voirie que le Maître d'Ouvrage intervenant devra obtenir avant le démarrage des travaux.

Echelle : 1/10

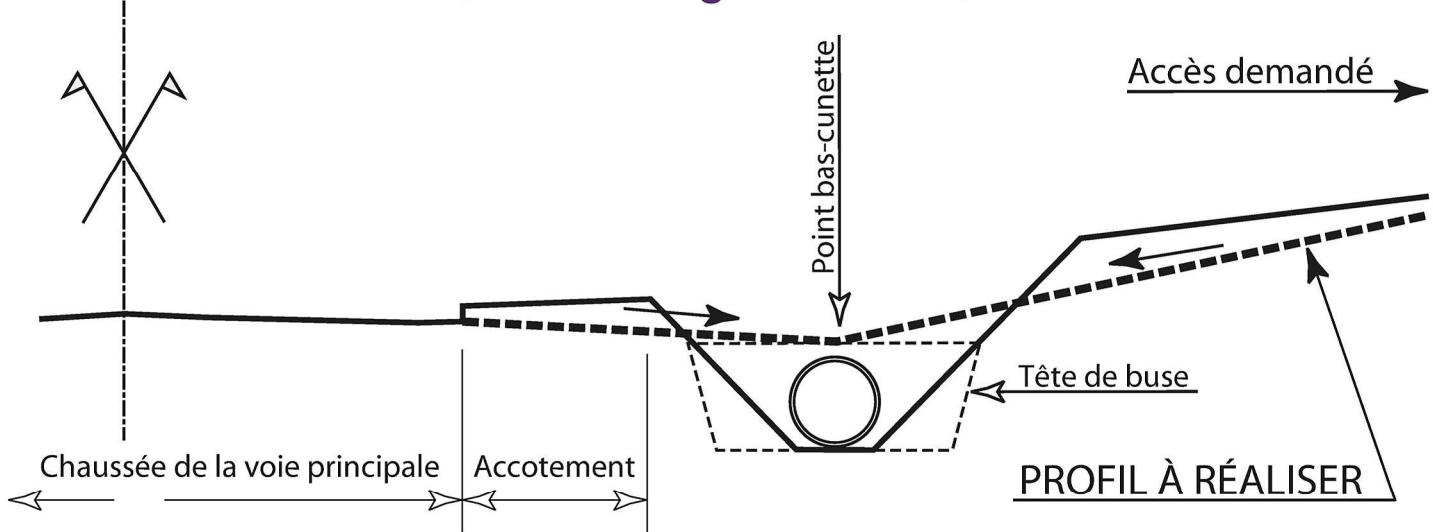


Implantation transversale préconisée



COUPES DE PRINCIPE DE RÉALISATION D'UN ACCÈS

PROFIL DÉBLAIS (avec busage de fossé)



Le point bas de l'accès devra se situer à l'aplomb du fossé et former une cunette afin que toutes les eaux de ruissellement s'évacuent directement et ne viennent pas s'écouler sur la chaussée de la route.

PROFIL REMBLAIS

